

**Zeitschrift:** Revue économique franco-suisse  
**Herausgeber:** Chambre de commerce suisse en France  
**Band:** 37 (1957)  
**Heft:** 7-8

**Artikel:** Cameroun : test pour les investissements industriels dans un territoire en développement  
**Autor:** Bing, Walter  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-887834>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 19.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# CAMEROUN

test

pour les investissements industriels  
dans un territoire en développement

par Walter BING, correspondant économique des "Basler Nachrichten"

Pont sur le Wouri à Douala (Photo Georges Prunet)



Récolte du cacao à la station  
expérimentale du cacaoyer de  
Nkoemvoné

Le Cameroun, territoire sous tutelle, conformément au régime prévu par la Charte des Nations Unies, a l'aspect d'un triangle rectangle très effilé et couvre entre les 2<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> parallèles Nord, une superficie de 432.000 kilomètres carrés. C'est donc un terrain moins grand que la France, occupé par 3,17 millions d'habitants, parmi lesquels seulement 14.000 Européens.

Un voyage de trois jours, entrepris avec 40 journalistes — sur une invitation de deux partenaires de la nouvelle Société camerounaise Alucam, c'est-à-dire Péchiney et Ugine — ne permet de se faire qu'une idée très sommaire de la structure géographique, économique et sociale de cette ancienne colonie allemande.

Nous avons eu pourtant l'impression que les possibilités agricoles et industrielles, qui se présentent notamment dans la partie sud-ouest, sont non seulement appréciables, mais également et surtout susceptibles d'être développées et encouragées par des investissements européens.

Le Cameroun est un pays essentiellement agricole. L'activité principale de la population a pour objet la production de denrées vivrières, qui sont consommées dans le pays même. Ces denrées représentent encore actuellement plus



Vue aérienne de Douala (Cameroun information)

de 90 % du tonnage récolté, et c'est à peine les 10 % restant qui constituent les produits industriels et d'exportation. Parmi ces produits, il y a lieu de mentionner le cacao (campagne 1955-56: 53.700 t.), le café (13.800 t.), la banane (116.000 t.) et le coton (4.090 t.). Les exportations camerounaises comprennent en outre les bois coloniaux, les palmistes et quelques autres produits coloniaux. La valeur totale des exportations s'est élevée, en 1955, à 16,55 milliards de francs C. F. A. (\*). Elle a diminué, en 1956, de presque 5 milliards, en s'établissant à 11,6 milliards. C'est notamment le tonnage du cacao exporté qui a diminué à la suite de la chute de son prix sur le marché mondial.

Malgré l'élargissement du pouvoir d'achat de la population, par suite de l'application des dispositions légales sur les allocations familiales aux familles extrêmement nombreuses (jusqu'à 40 enfants!), la consommation reste stable et les importations camerounaises ont fléchi en 1956 de 3,2 milliards de francs C. F. A., en passant de 18,2 milliards en 1955 à 15 milliards en 1956. Cette diminution a essentiellement touché les biens de consommation (cotonnades, articles de ménage, vins, bicyclettes, etc.). Il est intéressant de noter que le Cameroun, étant un territoire sous tutelle, ne connaît pas de droits de douane, mais uniquement

(\*) 1 fr. C.F.A. = 2 fr. métropolitains.

des taxes fiscales à l'importation de certains produits finis. Ces taxes varient selon les catégories de marchandises; ainsi les cigares hollandais, à Douala, sont plus chers (en fr. fr.) que les havanes à Paris, alors qu'une machine à coudre électrique de fabrication suisse, qui coûte à Paris entre 90 et 100.000 francs, est vendue à Douala entre 75 et 80.000 francs. Par contre, les frais de transport, etc., s'ajoutant aux prix français, déjà très élevés, haussent le niveau du prix de tous les articles français. La fameuse « disparité des prix » existant entre certains produits manufacturés français et les articles similaires étrangers devient ainsi manifeste dans un pays qui ne connaît pratiquement pas de restrictions quantitatives à l'importation.

Le pétrole est un des espoirs du territoire; la S. E. P. E. R. C. A. explore actuellement le bassin sédimentaire de Douala, où quelques « lentilles » de gaz ont été découvertes. Un des derricks est visible de la nouvelle route de 91 kilomètres, qui réunit Douala à Edia, en traversant la grande forêt.

Le port de Douala ressemble un peu à celui de Nantes. C'est un port fluvial situé des deux côtés du Wouri. Il dispose de 11 quais, dont certains permettent le chalandage et l'accostage des bateaux de type grand cargo. En face de Douala se trouve le port des bananiers. Le nouveau pont, récemment achevé, qui permet à la voie

ferrée Douala-N'Kongsamba d'enjamber le fleuve, constitue l'une des plus importantes réalisations françaises en Afrique Noire. Il comporte un tronçon en béton armé, sur piles, un tablier reposant sur 12 travées de 45 mètres, ce qui représente une longueur totale de 1,7 km. Le pont supporte une chaussée de 9,20 m. de large, la voie ferrée et un trottoir de 3,25 m. pour les piétons. Comme presque tous les ponts au Cameroun, il est soumis à un droit de péage (voir photo p. 217).

Le réseau ferroviaire exploité par la Régie des Chemins de Fer du Cameroun (Fercam) comprend deux tronçons aboutissant à Douala, l'un vers le Nord, par Bonaberi, jusqu'à



Bandjoun, région Bamileké : la chefferie, cases des femmes

N'Kongsamba (160 km.), l'autre vers le Sud-Est, via Edea, jusqu'à la capitale administrative de Yaoundé (307 km.).

### Le barrage d'Edéa

L'abondance hydraulique de la région de la Sanaga, fleuve qui traverse le pays du centre Sud vers le Sud-Ouest,

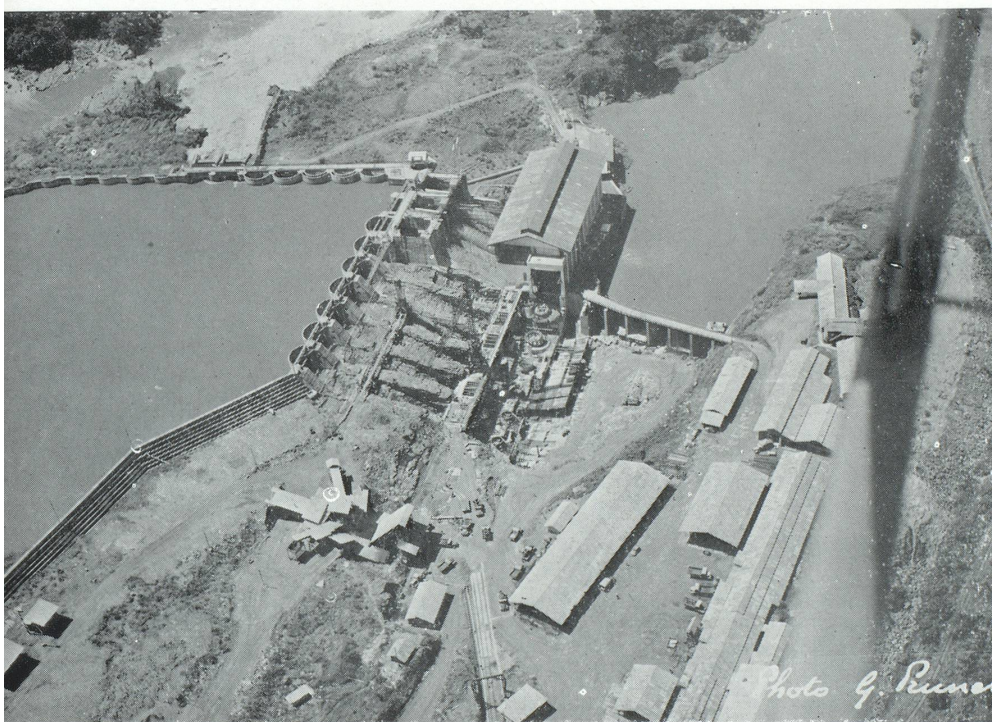
est à l'origine de la création d'une industrie puissante et complètement mécanisée : celle de l'aluminium. Il n'eût pas été possible de transplanter une industrie métallurgique de cette importance internationale dans un pays subéquatorial, sans la certitude d'y trouver de l'énergie électrique à bas prix. Or, le courant alternatif triphasé, sous 10.000 volts de tension, sortant de la centrale électrique de l'Enelcam sur la Sanaga, ne revient à l'utilisateur principal (Alucam) qu'à 80 centimes métropolitains le kWh, alors qu'il coûte 3-4 francs en France. Le prix du courant pourrait même baisser à 70 centimes quand les travaux d'aménagement du barrage seront terminés; la puissance définitivement installée de

a l'étiage (régime des basses eaux 450 m<sup>3</sup>/sec. et en crue 7.000 m<sup>3</sup>/sec.). Grâce à quelques endiguements de faible hauteur et aux travaux complémentaires actuellement en cours pour créer des retenues de réserve en amont de l'usine, il sera possible de garantir une chute constante de 24 mètres, obtenue à Donzère-Mondragon avec un canal d'au-moins 30 kilomètres de long.

En moyenne, Edéa peut produire 1,3 milliards de kWh par an, ce qui place cette usine immédiatement après Génissiat (1,6), mais bien avant les barrages du canal latéral sur le Haut-Rhin, qui ont une production moyenne de 900 millions de kWh seulement par

135.000 kilomètres carrés; son débit moyen annuel, dans le cadre des minima et maxima de débit ci-dessus indiqués, est de 2.800 mètres cubes/seconde.

Les installations techniques sont du type courant : le hall des machines comprendra, après l'achèvement de l'ouvrage, 8 turbines du type « hélice » ou à pales orientables à l'arrêt, 8 alternateurs et 3 transformateurs. Une partie des turbines a été fournie par les « Ateliers de construction mécanique de Vevey », alors que les alternateurs proviennent en partie des « Ateliers de Sécheron ». L'industrie électrotechnique suisse est donc en bonne place sur les rives de la Sanaga. L'Énergie Électrique du Cameroun



Barrage et usine Enelcam sur la Sanaga. Deux turbo-alternateurs sont en fonction, un troisième en état d'achèvement, six autres groupes sont en préparation

150.000 kW permettra en effet d'assurer, pendant huit mois continus, un potentiel de puissance de 125.000 kW et de 90.000 kW pendant les autres quatre mois. Du point de vue régularité, c'est un emplacement remarquable pour une usine au fil de l'eau, c'est-à-dire sans barrage d'accumulation. La Sanaga à Edéa rappelle d'ailleurs le Rhône à Donzère-Mondragon, dont elle

an. Si l'on établit le rapport des kWh produits dans l'année et du matériel utilisé pour leur construction, on arrive aux résultats suivants : Edéa : 10.000 kWh pour 1 mètre cube de béton; Kembs (Rhin) : 1.000 kWh pour 1 mètre cube de béton, c'est-à-dire un coefficient économique 10 fois plus élevé pour Edéa que pour Kembs. Le bassin, au versant de l'usine, couvre



Lamibés et chefs du nord

(Enelcam) a été créée par « Électricité de France » et par le Gouvernement du territoire, qui en possèdent la majorité du capital. Péchiney et Ugine ont, ensemble, une participation de 20 % et contribuent également au financement des travaux d'aménagement en cours. Les travaux ont commencé en janvier 1948; la première tranche s'est terminée en juin 1953.



Danseurs à Fomban

Au début des travaux, on s'est heurté à de nombreux obstacles et, principalement, à l'absence de main-d'œuvre africaine, nous ne dirons pas qualifiée, mais habituée au travail. Les premiers Africains engagés ignoraient les plus humbles outils tels que la pelle et étaient effrayés par les marteaux pneumatiques. Au contact de 350 ouvriers italiens, cette main-d'œuvre africaine s'est habituée à ce genre de travail, si bien que, dès 1952, compte tenu de l'assainissement et de meilleures conditions de travail, il a été possible de réduire le nombre d'ouvriers italiens à 120.

La deuxième tranche de travaux, commencée en novembre 1954, se terminera au début de 1959. Pendant la saison des basses eaux de 1958, on coupera les 300 mètres cubes de débit d'un des bras de la Sanaga, appelé « bras de la Gare », pour dériver le

débit de ce bras dans le système qui alimente la centrale. Actuellement, 2.800 Africains et 210 Européens sont employés aux travaux de la centrale, sans compter les 250 ouvriers indigènes qui travaillent à l'usine d'aluminium sous le contrôle de 60 ingénieurs, techniciens et employés européens.

### Alucam : Test national... Étape internationale...

La Compagnie Alucam a été constituée au mois de décembre 1955; son objet essentiel est d'installer et d'exploiter l'usine d'Edéa. Son siège a été fixé à Edéa même. Son capital initial, de 1,5 milliard de francs C. F. A. a été successivement porté à 3 milliards en juin 1956 et à 5 milliards en janvier 1957. Ce capital est réparti entre Péchiney (65,5 %), Ugine (16,4 %), la

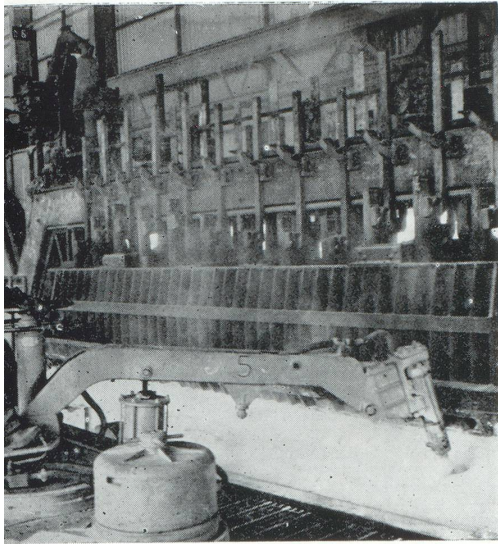


Alucam : salle d'électrolyse

Caisse centrale de la France d'outre-mer (10 %) et le Territoire du Cameroun (8 %). Les investissements nécessaires à la construction d'une usine d'aluminium peuvent être évalués à 8 milliards de francs C. F. A. (16 milliards de fr. métropolitains) et on ne se trompe pas en fixant à au moins 14 milliards de francs le total des investissements en matériaux, machines et appareils; ce qui laisserait 2 milliards de francs pour le coût de la main-d'œuvre, les frets, impôts, taxes et autres frais. L'alumine, importée de France, ne paie pas de taxe fiscale. Chaque tonne d'aluminium pur exporté, par le port de Douala, est grevée de 450 francs C. F. A., à titre de frets de chemins de fer, de taxes de transbordement et d'autres frais accessoires.

La nouvelle usine d'aluminium se trouve à environ 1 kilomètre de distance de la centrale électrique, sur un petit plateau. Elle a été construite en deux ans.

Elle comprend essentiellement : une sous-station de conversion de l'énergie en courant continu, une installation d'électrolyse de 208 cuves du type « Søderberg » à 95.000 ampères, dont 17 sont en exploitation, un atelier de fabrication de pâtes de carbone, une fonderie et diverses installations annexes (sablage des goujons, scellement



Piquage d'une  $\gamma$ cuve



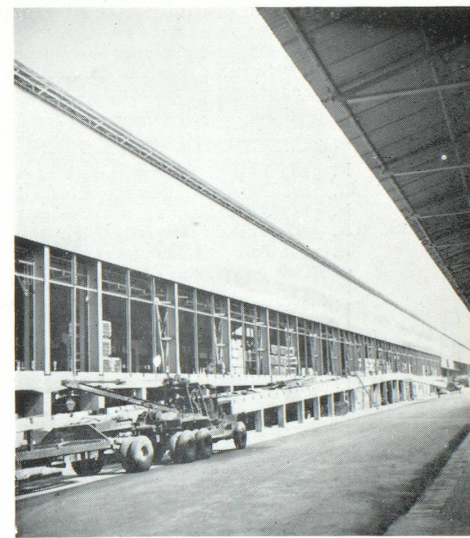
La coulée



Africains au travail dans les ateliers de scellement  
(en haut, à droite)

Vue perspective de la rue centrale de l'usine  
(photo du milieu)

Les travaux de brasquage  
(en bas, à droite)



des barres cathodiques), ainsi que des bureaux, dispensaires, magasins, ateliers d'entretien, etc. La surface occupée par l'usine est de 128.000 mètres carrés, dont 80.000 mètres carrés seront couverts; il va sans dire que les couvertures et le bardage des bâtiments, comme d'ailleurs ceux des hangars de transbordement de l'Alucam, au port de Douala, sont réalisés en tôle d'aluminium. Les barres « omnibus » en aluminium nécessaires au passage du courant électrique représentent une immobilisation de 4.000 tonnes de ce métal. L'usine était prête à démarrer le 10 décembre 1956. Les derniers essais, un peu retardés par les groupes turbo-alternateurs de la centrale, ont reporté ce démarrage au mois de janvier 1957. Le premier lingot d'aluminium a été coulé le 1<sup>er</sup> février de cette année. La production progressera de la façon suivante :

— 1957 : 10.000 tonnes (en lingots de 15 kg.);

— 1958 : 30.000 à 35.000 tonnes;

— à partir de 1959 : 45.000 tonnes par an.

Ces 45.000 tonnes représentent environ 30 % de la production française (Péchiney-Ugine) qui a atteint, en 1956, un peu plus de 150.000 tonnes. Pour fabriquer ces 45.000 tonnes, il faut importer, par voie maritime, au moins

le double d'alumine du Sud de la France, où cette matière première est extraite chimiquement des bauxites qu'on exploite dans les carrières de la région. Il sera donc d'une importance primordiale de simplifier et de « raccourcir » le relais d'approvisionnement d'Edéa en alumine, en la fabriquant à partir de 1959, dans un nouveau « Combinat international », près de Conakry (Guinée française). C'est là que la « Fria », Compagnie internationale de production d'alumine, vient d'être constituée par le même groupe Péchiney-Ugine, en étroite coopération technique et financière avec 3 groupes étrangers : la Olin Mathieson (U. S. A.), la British Aluminium C<sup>o</sup> et la grande entreprise suisse d'Aluminium Industrie S. A. (Chippis). Il s'agit là d'un des grands aspects internationaux de l'implantation d'une nouvelle industrie moderne dans un territoire « sous-développé », mais ce n'est pas le seul. Les projets combinés qui visent à établir des industries d'aluminium en Guinée même (sur le Konkouré), où une grande centrale électrique sera construite, au Congo belge et au Moyen-Congo français, voire même sur la Haute-Volta, au fond du Ghana, seront les étapes futures d'un programme eurafricain, dont les bases ont été posées par l'Alucam et ses pionniers, au Cameroun.

Walter Bing.